

M. Xhevat Ademi,

Premier Vice-président de la Section macédonienne de l'APF

**La gouvernance économique en vue de restaurer la confiance
des entreprises et garantir un développement durable**

Monsieur le Président de la section vaudoise,
Monsieur le Secrétaire général parlementaire de l'APF,
Monsieur le Chargé de Mission Europe,
Chers amis,

Mesdames es Messieurs,

Tout d'abord, je voudrais adresser mes sincères remerciements à la Section vaudoise de l'APF pour l'accueil très chaleureux et l'organisation excellente de cette Assemblée. Je suis convaincu que cette rencontre représente une excellente opportunité pour un échange d'expériences et d'information sur la situation actuelle dans nos pays respectifs.

Chers collègues,

Je voudrais accentuer que les parlements membres de l'APF doivent coopérer plus étroitement dans tous les domaines, notamment dans des affaires économiques. Nos parlements sont des acteurs clés dans la promotion de cette nécessité, et nous en tant que députés, nous avons l'obligation d'inciter, de surveiller et d'observer les pas que les gouvernements font dans le renforcement de la coopération économique et le développement de la gouvernance économique. Dans des conditions de crise économique globale, il existe une nécessité de mettre accent sur la qualité des lois et des réformes dans le but de les améliorer et de diminuer les chargements administratifs inutiles. L'approche pragmatique et l'implémentation cohérente des lois sont importantes dans la transformation des intentions déclaratives dans la réalité et en réalisations concrètes, et bien sûr pour tout cela il est nécessaire d'avoir un soutien parlementaire au niveau national et régional.

Mesdames et messieurs,

Permettez-moi d'élaborer maintenant la situation de la gouvernance économique dans la République de Macédoine instauré dans le but de restaurer la confiance des entreprises et d'assurer un développement durable. A partir de novembre 2008 jusqu'à présent, le Gouvernement de la République de

Macédoine a adopté quatre paquets des mesures anticrises. Le premier était l'exemption fiscale pour des entreprises ayant des problèmes de liquidité. Les entreprises réussites ont été soutenues par la diminution des taxes d'importation et des frais de douanes, le baissement des taux des contributions et par la modification du système fiscal dans le domaine d'impôt sur le revenu. Grâce à ces mesures, on a empêché la chute d'un grand nombre d'entreprises et l'augmentation du taux de chômage. D'autres paquets anticrises comprennent la mise en œuvre d'infrastructure (l'infrastructure routière et ferroviaire, le secteur énergétique, construction des bâtiments, l'environnement, l'infrastructure sportive etc.), le soutien de crédit pour les entreprises à travers la ligne de crédit BEI, ainsi que des mesures dans le domaine de la politique fiscale, la politique des terres, le droit à propriété, l'agriculture, la construction, la politique sociale et des règlements obsolètes. On espère que ces projets amélioreront la qualité de vie de tous les citoyens, stimuleront le développement durable et augmenteront la compétitivité de l'économie macédonienne.

Etant un pays candidat pour adhésion à l'UE, la République de Macédoine accorde une grande importance aux réformes économiques. Au début de cette année, le Gouvernement de la République de Macédoine a adopté le sixième Programme économique de préadhésion 2012-2014. Ce Programme prévoit un renforcement de l'économie de marché à travers plusieurs mesures – des stratégies macro-fiscales à moyen terme et des cadres juridiques pour un meilleur fonctionnement des marchés.

D'autre côté, dans le Rapport de la Commission européenne sur le progrès de la République de Macédoine pour 2012, notre pays est positivement évalué dans le domaine des critères économiques en accentuant que nous avons fait des avancements vers une économie de marché fonctionnelle et du développement dans les réformes structurelles. En plus, la Commission européenne met accent sur le maintien de la stabilité macroéconomique et la bonne gestion du secteur financier pendant la période de turbulence sur les marchés financiers. L'augmentation des investissements étrangers directs a aidé dans la diversification de la structure d'exportation du pays. La libéralisation commerciale et des prix est en générale atteint, et le cadre juridique est bien simplifié.

Tous ces conclusions données de la part de la Commission européenne m'encouragent que nous sommes sur la bonne voie pour atteindre les standards européens et d'assurer une gestion économique saine, afin de rétablir la confiance des entreprises et d'assurer un développement durable.

Mesdames et messieurs,

Dans le rapport de la Commission européenne sur le progrès de notre pays, la Commission pour la quatrième fois a réitéré la recommandation pour l'ouverture des négociations pour adhésion de la République de Macédoine à l'UE, ce qui représente une vérification de notre dévouement aux valeurs européennes.

Pendant huit ans déjà, la République de Macédoine est pays candidat à l'adhésion à l'UE et après quatre recommandations consécutives pour l'ouverture des négociations, nous n'avons pas encore commencé les négociations, ce que vous admettez, c'est extrêmement frustrant. Je voudrais profiter de cette occasion de lancer un appel pour soutien de la part de Vos gouvernements lors du Sommet de l'Union européenne pour obtenir la vérification de la recommandation de la Commission européenne et de déterminer une date pour l'ouverture des négociations pour l'adhésion de la République de Macédoine à l'UE.

Je vous remercie pour votre attention et pour votre soutien.